

Publié le 28 juin 2022

Stéphane Pfeiffer, président d'InCité (Bordeaux) : « Epl et ESS travaillent déjà ensemble »

Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire de Bordeaux, chargé du service public du logement et de l'habitat, de l'emploi, de l'économie sociale et solidaire et des formes économiquement innovantes, sera l'un des intervenants à la table ronde organisée le 6 juillet prochain, à l'occasion de la Rencontre nationale, sur le thème du rapprochement en cours entre les Epl et l'ESS. Pour le président d'InCité, ces deux univers sont faits pour s'entendre.



Pour Stéphane Pfeiffer, les deux mondes de l'ESS et des Epl sont faits pour converger. Et d'ailleurs, ce mouvement de convergence est déjà une réalité. « Sur le papier, les valeurs sont identiques, notamment en matière d'intérêt général. Le monde des Epl est plus institutionnel que celui de l'ESS. Ces deux univers ne se connaissent pas trop encore et travaillent souvent ensemble sans le savoir », assure celui qui est aussi président de la [Sem InCité à Bordeaux](#) et a travaillé à la Fédération des Scop (sociétés coopératives) dans une autre vie. « D'ailleurs, dans le quotidien, les rapprochements sont déjà concrets. **InCité travaille avec L'Atelier Remuménage**, qui aide nos locataires dans le cadre de leurs déménagements, ou encore **Diogène Bordeaux**, entreprise de l'ESS qui aide les particuliers à débarrasser leur logement trop encombré. Par ailleurs, certains de nos locaux sont conçus pour installer des acteurs de l'ESS », poursuit l' élu.

Sortir des ambiguïtés de la loi 3DS

Le climat actuel est propice. « Nous sommes tous engagés dans la transition. Certains services publics sont parfois difficiles à assumer, les élus ont besoin des Epl et de l'ESS pour faciliter le maintien des services publics de proximité. Il faut que ce soit cadré, bien entendu. Il est hors de question que le contrôle du service public échappe aux élus. Ces derniers doivent veiller à ce que tout se passe bien et que les acteurs en périphérie puissent apporter une plus-value à la population ».

Les Sem immobilières s'adaptent de plus en plus à cette donne, en créant des coopératives, en s'interrogeant sur leur propre modèle. **Engagé au sein du Conseil d'administration de la FedEpl de la région Nouvelle Aquitaine**, Stéphane Pfeiffer loue l'agilité de l'Epl, « un outil transpartisan ».

« Il ne faudrait pas que cette agilité soit contrariée par les effets pervers de la loi 3DS. A la ville de Bordeaux ou à la métropole, nous pouvons nous appuyer sur les services d'une déontologue qui nous alerte sur les risques de conflits d'intérêt. Mais cette situation de défiance n'est pas acceptable, il faut rapidement clarifier les choses », conclut-il.